



Assemblée générale

Distr. générale
27 janvier 2005
Français
Original : anglais

Soixantième session

Point 152 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	4
II. Exécution du mandat	3–6	4
III. Exécution du budget		13
A. Ressources financières		13
B. Autres recettes et ajustements		14
C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		14
D. Contributions non budgétisées		15
IV. Analyse des écarts	7–26	15
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	27	18



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (composante civile, composante militaire et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	6 050,7	6 373,5	(322,8)	(5,3)
Personnel civil	18 701,0	16 162,6	2 538,4	13,6
Dépenses opérationnelles	17 108,3	18 861,9	(1 753,6)	(10,3)
Montant brut	41 860,0	41 398,0	462,0	1,1
Recettes provenant des contributions du personnel	2 908,9	2 311,9	597,0	20,5
Montant net	38 951,1	39 086,1	(135,0)	(0,3)
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	2 144,7	3 885,2	(1 740,5)	(81,2)
Total	44 004,7	45 283,2	(1 278,5)	(2,9)

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes prévus (moyenne)	Postes	Taux de
			effectivement pourvus (moyenne)	vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	203	203	199	2,1
Contingents	27	27	27	0,6
Police civile ^c	–	–	5	–
Personnel recruté sur le plan international ^c	143	143	123	13,9
Personnel recruté sur le plan national	113	113	107	5,0
Personnel fourni par des gouvernements	10	6	4	33,3

(Notes du tableau)

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes prévus, mois par mois.

^c Exclusion faite de 157 postes de fonctionnaire international et de 81 postes de membre de la police civile autorisés pour la Commission d'identification, pour lesquels des crédits n'avaient pas été alloués, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le budget de la Mission (A/58/657).

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 19 décembre 2003 (A/58/657). Son montant brut s'élevait à 44 134 700 dollars (montant net : 41 225 800 dollars), y compris des contributions volontaires en nature budgétisées d'une valeur estimée à 2 144 700 dollars, et devait permettre de financer les effectifs suivants : 203 observateurs militaires, 27 membres des contingents, 143 membres du personnel recrutés sur le plan international, 113 agents recrutés sur le plan national et 10 agents fournis par des gouvernements.

2. Sur recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/58/759/Add.2, par. 37), l'Assemblée générale, dans sa résolution 58/309 du 18 juin 2004, a ouvert un crédit d'un montant brut de 41 860 000 dollars pour le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005. Ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINURSO par sa résolution 690 (1991). Le mandat pour l'exercice considéré dans le présent rapport est défini dans ses résolutions 1485 (2003), 1495 (2003), 1513 (2003), 1523 (2004), 1541 (2004), 1570 (2004) et 1598 (2005).

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de permettre à la population du Sahara occidental de choisir librement et démocratiquement entre l'indépendance et l'intégration au Maroc.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante : composante civile, composante militaire et appui.

6. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2004/05, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : composante civile

Réalisation escomptée 1.1 : progrès en vue d'un règlement politique concernant le statut final du Sahara occidental		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Renforcement du dialogue par le biais de réunions et de communications écrites entre les parties	Il n'y a pas eu de dialogue direct entre les parties au conflit au cours de la période considérée	
Approbation, par les parties, de la proposition du Secrétaire général tendant à un règlement politique du conflit au Sahara occidental prévoyant l'autodétermination	Il n'y a pas eu de négociations directes entre les parties au conflit au cours de la période considérée	
Pas d'actes d'hostilités entre les parties	Objectif atteint	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Consultations politiques de haut niveau bimestrielles entre le Représentant spécial du Secrétaire général, les parties, les pays voisins et les principaux États Membres concernés	6	Réunions avec les Ministres marocain, algérien et mauritanien des affaires étrangères ainsi qu'avec les plus hauts représentants du Front POLISARIO
Appui aux mesures de confiance par le biais de liaisons politiques hebdomadaires avec les parties, les pays voisins et les principaux États Membres concernés, dans la région	60	Réunions avec des représentants du Ministère marocain de l'intérieur ainsi qu'avec les coordonnateurs du Maroc et du Front POLISARIO auprès de la MINURSO
Exposés politiques et accompagnement de 15 délégations d'États Membres en visite	Oui	15 exposés politiques et accompagnement de sept délégations en visite
4 rapports au Conseil de sécurité sur la situation concernant le Sahara occidental	3	
180 notes de revue de la presse internationale et régionale sur les questions ayant trait au Sahara occidental, à l'usage des spécialistes des questions politiques de la Mission chargés d'évaluer la situation, ainsi que du Secrétariat et des États Membres	300	

Réalisation escomptée 1.2 : progrès vers le règlement des problèmes humanitaires, en particulier ceux qui concernent les prisonniers de guerre, les réfugiés et les personnes disparues		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Satisfaction des besoins alimentaires essentiels de quelque 155 000 réfugiés sahraouis	Objectif atteint	
Élargissement des mesures de confiance, avec notamment la création de services téléphoniques et postaux dans les 4 principaux camps de réfugiés (qui en sont dépourvus actuellement) et dans le territoire, et démarrage du programme des visites familiales réciproques	Élargissement du programme de communications téléphoniques à 4 camps de réfugiés en 2004/05 (contre 2 en 2003/04). Le programme de visites familiales réciproques s'est poursuivi pendant la première moitié de la période considérée mais les parties l'ont suspendu en janvier 2005. Au cours de la période considérée, 670 personnes y ont participé	
Réduction à zéro du nombre de prisonniers de guerre, contre 900 en 2003/04	Les derniers prisonniers de guerre ont été remis en liberté en août 2005	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Évaluation régulière de la situation alimentaire à l'intention des pays donateurs	Oui	Le Représentant spécial du Secrétaire général et ses proches collaborateurs ont organisé 12 réunions avec le Programme alimentaire mondial et des pays donateurs pour assurer un ravitaillement de base aux réfugiés
Analyses politiques et recommandations périodiques aux parties sur les mesures de confiance, les personnes disparues, les réfugiés et les prisonniers de guerre	Oui	Communications écrites périodiques aux parties comportant des analyses politiques et des recommandations
Établissement de liaisons téléphoniques et postales entre les camps de réfugiés et le territoire et organisation de 100 visites familiales réciproques	Oui	Le programme de communications téléphoniques a été élargi à 2 autres camps : il s'étend désormais aux 4 camps. Au total, il y a eu 22 094 communications téléphoniques Des services de transport aérien et terrestre ont été assurés, avec un dispositif de sécurité formé de policiers civils qui ont accompagné les 670 personnes ayant participé au programme de visites familiales réciproques pendant la période considérée

Composante 2 : composante militaire

Réalisation escomptée 2.1 : respect du cessez-le-feu par les parties		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Pas de violation grave du cessez-le-feu et de l'Accord militaire n° 1	45 violations mineures de l'accord militaire n° 1 Aucune violation du cessez-le-feu	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Contacts journaliers avec les commandants locaux et mensuels avec des militaires de haut rang des deux parties	Oui	Liaison quotidienne des patrouilles terrestres avec les commandants locaux et entretiens mensuels du commandant de la force avec des militaires de haut rang des deux parties
Visites auprès de 18 190 unités et centres d'état-major des forces armées des parties, soit 5 436 patrouilles terrestres depuis 9 bases d'opérations, 1 204 906 kilomètres parcourus, 82 432 heures-personne et 21 744 jours-homme de patrouilles d'observation (à raison de 4 observateurs militaires par patrouille)	Oui	Visites auprès de 22 552 unités et sous-unités, soit 6 021 patrouilles terrestres depuis 9 bases d'opérations, 1 034 754 kilomètres parcourus et 24 084 jours-homme de patrouilles d'observation
Inspection de 4 150 unités des forces armées des parties, soit 370 patrouilles aériennes depuis 9 bases d'opérations et 650 heures de patrouille aérienne	Oui	Inspection de 7 078 unités des forces armées des parties, soit 442 patrouilles aériennes et 819 heures de patrouille aérienne
24 inspections aériennes et au sol inopinées dans des places fortes situées le long des 2 200 kilomètres du mur de sable	Non	Aucune inspection inopinée aérienne ni au sol n'a été faite, en raison de moyens aériens limités et de problèmes mécaniques fréquents sur les appareils
Enquêtes sur les allégations de violation du cessez-le-feu, le cas échéant	Non	Il n'y a eu aucune allégation de violation du cessez-le-feu

Réalisation escomptée 2.2 : diminution du danger que constituent les mines, des deux côtés du mur de sable		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Aucun cas de mort ou blessure par explosion de mine ou de munition	Explosion d'une mine (véhicule) qui a blessé deux militaires marocains	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Repérage de 50 mines et munitions non explosées et supervision de 70 opérations de destruction	Oui	Repérage de 444 mines et munitions non explosées et supervision de la destruction de 3 697 munitions non explosées
Gestion d'une base de données sur les mines et les munitions non explosées	Oui	
Formation de deux organisations non gouvernementales (ONG) locales à la sensibilisation aux mines	Non	Aucune ONG locale idoine n'a été trouvée pour cette formation

Composante 3 : appui

Réalisation escomptée 3.1 : appui logistique et administratif efficace et rationnel à la Mission	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Réduction à zéro du nombre d'accidents de la circulation graves impliquant des véhicules appartenant à l'ONU	La Mission a subi cinq accidents majeurs, contre sept pendant la période précédente
Amélioration du taux de disponibilité des véhicules légers de transport de passagers (95 %, contre 90 % précédemment)	Objectif atteint : le taux est passé à 95 %
Extension de la couverture des réseaux longue portée et locaux aux 12 bases d'opération de la zone de la Mission	Objectif atteint : tous les points de déploiement (12 pendant la période 04/05 contre 9 pendant la période 03/04) sont reliés par téléphone et télécopie au réseau longue portée du Département des opérations de maintien de la paix et au reste du monde. Tous les observateurs militaires de l'ONU peuvent envoyer et recevoir des messages électroniques officiels ou personnels
Valeur des biens en attente d'être passés par pertes et profits ou liquidés ramenée à moins de 10 %, contre 90 % antérieurement	Cet objectif n'a pas été atteint en raison des pesanteurs des réglementations et procédures douanières locales

Délais de recrutement ramenés de 4 à 1 mois pour le personnel international et de 2 mois à 3 semaines pour le personnel recruté localement	La sélection se fait en un mois à compter de la date où la Mission reçoit du Département des opérations de maintien de la paix une liste restreinte de candidats ayant les qualifications techniques requises et ayant été approuvés	
Application stricte de la norme en matière d'approvisionnement avec des délais de 13 à 24 semaines entre l'approbation des demandes d'achat et la livraison des marchandises	Objectif atteint dans une proportion de 90 % seulement en raison de retards de livraison causés par les fournisseurs et par le dédouanement	
Délai entre l'approbation des demandes d'achat et la livraison des marchandises courantes et à rotation rapide réduit de deux semaines	Objectif atteint dans une proportion de 90 % seulement en raison de retards de livraison causés par les fournisseurs et par le dédouanement	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Amélioration des services		
Amélioration des mécanismes de contrôle interne avec l'installation d'un système CarLog sur 261 véhicules	Non	Le système CarLog a été installé sur 253 véhicules (97 %), à toutes les Jeeps 4 x 4 GP, les camionnettes et les autocars légers et moyens
Formation de 5 membres du personnel à la maintenance préventive	10	
Formation de 3 membres du personnel à l'entretien des réseaux longue portée	3	
Instauration d'un système automatique de contrôle d'identité	Oui	
Formation de 2 membres du personnel au système de gestion du matériel Galileo	Oui	Deux fonctionnaires du Groupe de contrôle du matériel et des stocks ont été formés à Brindisi. Le système Galileo a été mis en place
Formation de 6 membres du personnel dans les domaines des achats, des technologies de l'information et de l'administration	6	4 membres du personnel ont été formés à diverses technologies de l'information et 1 au système de gestion financière SUN, et 1 administratif a suivi le Programme de formation à la gestion centrée sur les relations humaines
Personnel		
Déploiement, rapatriement et relève de 230 militaires (203 observateurs militaires, 20 médecins et 7 auxiliaires)	199 27	Nombre moyen d'observateurs militaires déployés, relevés ou rapatriés Nombre moyen de membres des contingents déployés, relevés ou rapatriés

Fourniture de rations aux 203 observateurs militaires et d'eau en bouteille à 27 membres des contingents et 266 agents de la police civile	199	Nombre moyen d'observateurs militaires, approvisionnés en rations et en eau en bouteille
	159	Nombre moyen de membres du personnel dont 27 membres des contingents, 5 agents de la police civile, 123 agents internationaux et 4 observateurs de l'Union africaine approvisionnés en eau en bouteille
Administration de 143 contrats passés avec du personnel civil recruté sur le plan international et de 113 contrats passés avec du personnel civil recruté sur le plan national	123	Nombre moyen pour le personnel recruté sur le plan international
	107	Nombre moyen pour le personnel recruté sur le plan national
Installations et infrastructures		
Entretien de 16 installations de l'ONU sur 12 sites	16	Nombre d'installations
	12	Nombre de sites Entretien général, y compris courant et installations électriques, approvisionnement en eau, assainissement et dépollution
Administration et entretien de 267 bâtiments préfabriqués sur 12 sites	267	Nombre d'installations
	12	Nombre de sites
Achèvement du plan de deux ans pour la rénovation des locaux d'hébergements préfabriqués et remplacement des locaux dégradés sur 10 sites	Non	Réalisation dans une proportion de 59 % en moyenne du plan de rénovation, sur 10 sites, en raison de retards dans la livraison de matériel et de modifications apportées aux plans opérationnels. L'exécution du plan sera entièrement achevée en décembre 2005
Maintenance de 954 unités d'hébergement, de 114 conteneurs maritimes, de 71 unités de pompage et de stockage de carburant et de 231 appareils frigorifiques sur 12 sites	Oui	Maintenance de 932 unités d'hébergement, de 110 conteneurs maritimes, de 83 unités de pompage et de stockage de carburant et de 262 appareils frigorifiques sur 12 sites
Utilisation, entretien et réparation de 64 groupes électrogènes dans 16 installations et fourniture de 1 101 500 litres de carburant et de 9 000 litres de lubrifiants	71	Groupes électrogènes
	16	Installations
Transports terrestres		
Entretien de 261 véhicules légers sur 12 sites, et fourniture de 1 093 800 litres de carburant et de 109 300 litres de lubrifiants	276	Véhicules
	801 000	Litres de carburant
	100 000	Litres de lubrifiants

		Recul de la consommation de carburant en raison de l'installation du système CarLog
Entretien de 37 véhicules lourds ou spéciaux sur 9 sites, et fourniture de 254 400 litres de carburant et de 25 500 litres de lubrifiants	32 210 000 22 000	Véhicules lourds Litres de carburant Litres de lubrifiants
Gestion des contrats d'affrètement de 3 aéronefs à voilure fixe et de 3 hélicoptères, représentant respectivement 2 880 heures de vol de ravitaillement logistique et 2 940 heures de vol de ravitaillement logistique et de patrouilles aériennes, et fourniture de 4 041 000 litres de carburant et 7 271 litres de lubrifiants	2 483 1 935 4 009 041 2 327	Heures de vol de ravitaillement logistique (3 avions) Heures de vol de ravitaillement logistique et de patrouilles aériennes (3 hélicoptères) Litres de carburéacteur A1 Litres de lubrifiants Les trois hélicoptères sont restés au sol pendant 153 jours au total en raison d'un manque de matériel ou de personnel d'entretien
Transport de passagers sur une distance totale de 10 200 kilomètres	19 837	Kilomètres. Nombre plus élevé en raison des activités d'appui aux mesures de confiance
Chargement et transport de 755 tonnes de fret	1 990	Tonnes. Augmentation du fret en raison des besoins opérationnels
Transmissions Appui à 4 centraux téléphoniques PABX et à 11 stations terrestres satellitaires sur 12 sites (490 usagers)	12 11 465	Sites Centraux PABX Usagers
Appui aux systèmes de communications hautes, très hautes et hyperfréquences sur 12 sites	Oui	
Service d'assistance, d'entretien et de réparation pour 426 ordinateurs de bureau, 60 ordinateurs portables, 277 imprimantes et 14 serveurs sur 12 sites	Oui	530 ordinateurs de bureau, 64 ordinateurs portables, 313 imprimantes et 28 serveurs sur 12 sites
Service permanent d'assistance et d'appui pour 440 utilisateurs du réseau longue portée de la Mission	465	Nombre moyen d'utilisateurs ayant bénéficié d'un appui
Services médicaux Services médicaux permanents de niveau I pour 490 membres du personnel	465	Nombre moyen de membres du personnel

Fournitures et services divers		
Manutention de 22 300 kilos de fret pour 293 utilisateurs	19 290 293	Kilogrammes Utilisateurs Chiffre inférieur à ce qui était prévu parce que la plupart des civils ont choisi le versement forfaitaire au titre du rapatriement de leurs effets personnels

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) + (1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	5 408,1	5 490,7	(82,6)	(1,5)
Contingents	642,6	778,4	(135,8)	(21,1)
Police civile	–	104,4	(104,4)	–
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	6 050,7	6 373,5	(322,8)	(5,3)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	16 695,8	14 423,6	2 272,2	13,6
Personnel recruté sur le plan national	2 005,2	1 739,0	266,2	13,3
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Total partiel	18 701,0	16 162,6	2 538,4	13,6
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autres que pour les réunions)	–	–	–	–
Personnel fourni par des gouvernements	119,7	32,1	87,6	73,2
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	10,0	26,2	(16,2)	(162,0)
Voyages	416,0	443,5	(27,5)	(6,6)
Installations et infrastructures	2 093,9	2 197,5	(103,6)	(5,0)
Transports terrestres	2 900,0	2 649,6	250,4	8,6
Transports aériens	7 253,5	9 666,1	(2 412,6)	(33,3)
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Transmissions	2 500,2	2 045,2	455,0	18,2
Informatique	775,9	837,1	(61,2)	(7,9)
Services médicaux	193,9	182,9	11,0	5,7
Matériel spécial	29,8	25,7	4,1	13,9
Fournitures, services et matériel divers	815,4	756,1	59,3	7,3
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	17 108,3	18 861,9	(1 753,6)	(10,3)
Total brut	41 860,0	41 398,0	462,0	1,1
Recettes provenant des contributions du personnel	2 908,9	2 311,9	597,0	20,5
Total net	38 951,1	39 086,1	(135,0)	(0,3)
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	2 144,7	3 885,2	(1 740,5)	(81,2)
Total	44 004,7	45 283,2	(1 278,5)	(2,9)

^a Comprend des contributions de 408 120 dollars du Gouvernement algérien, de 3 277 078 dollars du Gouvernement marocain et de 200 000 dollars du Front POLISARIO.

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	87,8
Recettes diverses et accessoires	46,1
Ajustements sur exercices antérieurs	(1,3)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	888,6
Total	1 021,2

C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
<i>Contingents</i>	
Matériel majeur	15,2
Soutien logistique autonome	
<i>Installations et infrastructures</i>	
Restauration (cuisines)	–
Matériel de bureau	5,5
Électricité	6,7
Missions secondaires du génie	3,7
Blanchisserie et nettoyage	5,3
Matériels de campement	–
Hébergement	9,2
Magasins – divers	10,5
Matériel spécial	–
Identification	–
Fournitures pour la défense des périmètres	–
<i>Transmissions</i>	
Transmissions	19,1
<i>Services médicaux</i>	
Services médicaux	48,9
<i>Matériel majeur spécial</i>	
Neutralisation des explosifs et munitions	–
Observation	7,3
Protection nucléaire, biologique et chimique	–
Total partiel	116,2
Total	131,4

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
Facteurs applicables à la zone de la mission			
Contraintes du milieu	1,9	1998	1998
Usage opérationnel intensif	1,5	1998	1998
Acte d'hostilité ou abandon forcé	2,1	1998	1998

D. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur réelle</i>
Accord sur le statut des forces	2 882,1
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	2 882,1

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	(82,6)	(1,5 %)

7. Le dépassement est dû principalement au fait que le coût moyen de la relève des observateurs militaires a été plus élevé que prévu (4 812 dollars au lieu de 4 500 dollars).

8. Il s'explique aussi par une consommation de rations (y compris l'eau de boisson) plus importante que prévue, à savoir 11,95 dollars par personne et par jour au lieu de 11,6 dollars.

	<i>Écart</i>	
Contingents	(135,8)	(21,1 %)

9. Le dépassement s'explique principalement par une demande de remboursement qui a été présentée concernant des activités de transport terrestre liées au déploiement et au rapatriement d'une unité du génie pendant l'exercice 1998/99 et que l'on n'a fini d'examiner et de traiter que pendant l'exercice considéré du fait que la demande était accompagnée au départ de pièces justificatives incomplètes.

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Police civile	(104,4)	-

10. Suite à la suspension des activités de la Commission d'identification et au transfert des fichiers et du matériel de la Commission à l'Office des Nations Unies à Genève, aucun crédit n'était prévu au titre de la police civile. Le dépassement s'explique par le fait qu'il a fallu déployer cinq policiers civils en moyenne pour appuyer les mesures de confiance prises par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pendant la période considérée.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	2 272,2	13,6 %

11. Le solde inutilisé s'explique en partie par le fait que le taux de vacance des postes a été de 13,9 % pour le personnel recruté sur le plan international, au lieu du taux de 10 % prévu dans le budget.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	266,2	13,3 %

12. Le solde inutilisé s'explique en partie par le fait que les versements effectués au titre des traitements et des dépenses communes de personnel, pour les agents locaux, ont été moins élevés que prévu pendant la période considérée. Les versements ont été équivalents à l'échelon IV de la classe 3 du barème des traitements du personnel recruté localement alors que le budget se fondait sur le l'échelon I de la classe 4 de ce même barème.

13. Le solde inutilisé s'explique aussi par un taux de vacance général de 5 % pour le personnel recruté sur le plan national alors que le budget prévoyait un taux nul.

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	87,6	73,2 %

14. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que les effectifs moyens dans cette catégorie ont été de quatre, alors qu'une moyenne de six était prévue au budget.

	<i>Écart</i>	
Consultants	(16,2)	(162,0 %)

15. Le dépassement est imputable au recrutement d'un officier chargé de diriger la vérification des comptes des opérations militaires.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(27,5)	(6,6 %)

16. Les dépassements s'expliquent principalement par des déplacements officiels non prévus au budget qui ont concerné : a) la formation à la gestion centrée sur les

relations humaines; b) la formation à l'entretien des groupes électrogènes; c) des programmes supplémentaires de formation à la sécurité aérienne; et d) le déplacement à New York d'un coordonnateur de la formation pour une réunion avec la Section de la formation aux fins de consultations et de la définition de la stratégie de formation de la mission.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(103,6)	(5,0 %)

17. Les dépassements s'expliquent principalement par le recours à des sous-traitants supplémentaires pour des services d'entretien et un appui à la sécurité. Ils s'expliquent aussi par un coût par sous-traitant plus important que celui prévu au budget.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	250,4	8,6 %

18. Le solde inutilisé est dû principalement à l'annulation de l'achat de 15 véhicules Jeep 4 x 4, la MINURSO ayant reçu 15 véhicules du même type, prélevés sur les stocks excédentaires d'autres missions de maintien de la paix.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	(2 412,6)	(33,3 %)

19. Le dépassement s'explique principalement par un nombre d'heures de vol plus élevé que prévu pour les avions en raison d'une utilisation accrue des avions suite à la nouvelle politique du Département des opérations de maintien de la paix consistant à séparer le transport du fret de celui des personnes. Des problèmes mécaniques sur les hélicoptères ont également obligé à recourir davantage aux avions. Le coût de la location d'avions avait été calculé sur la base de 1 920 heures de vol alors que la MINURSO a eu besoin de 2 483 heures, avec les dépassements qui s'y rapportent pour les carburants et lubrifiants.

20. Les dépassements sont imputables aussi à une révision des contrats de location à la hausse, pour les avions et pour les hélicoptères. Les crédits avaient été calculés sur la base des contrats de 2003, mais les fournisseurs ont été réglés sur la base de nouveaux contrats qui ont pris effet en août 2004.

	<i>Écart</i>	
Transmission	455,0	18,2 %

21. Le solde inutilisé s'explique principalement par la réduction de la part de la MINURSO dans le coût de la location des répéteurs de satellite à la suite de la création de nouvelles missions de maintien de la paix, qui ont pris en charge une partie des frais.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(61,2)	(7,9 %)

22. Le dépassement s'explique principalement par l'achat, non prévu au budget, d'un système de sauvegarde à distance pour la préparation aux situations d'urgence, suite à une décision du Siège applicable à toutes les missions de maintien de la paix.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	11,0	5,7 %

23. Pendant la période considérée, la plupart des patients ont été traités par l'unité médicale de la Mission et non par des hôpitaux extérieurs, où les soins sont plus coûteux, ce qui explique en grande partie que les dépenses aient été moindres que prévu.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	4,1	13,9 %

24. Le solde inutilisé s'explique par l'imputation à la rubrique Fournitures, services et matériels des dépenses occasionnées par l'achat de détecteurs de métal, qui avaient été comptabilisées par inadvertance sous la présente rubrique.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	59,3	7,3 %

25. Le solde inutilisé s'explique principalement par les économies réalisées sur les uniformes, drapeaux et vignettes grâce à des prélèvements sur les stocks de la Mission. En outre, les frais bancaires ont baissé lorsque la Mission a changé de banque, préférant la Citibank à la Banque marocaine du commerce extérieur (BMCE).

26. Par ailleurs, le budget prévu pour les rations du personnel de la Commission d'identification n'a pas été utilisé puisque ce personnel n'était plus présent pendant la période considérée.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

27. En ce qui concerne le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) **Décide que les États Membres renoncent à leurs parts respectives des autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2005 (1 021 200 dollars) et d'un montant de 111 600 dollars prélevé sur le solde inutilisé du même exercice (462 000 dollars), sommes qui seraient affectées au financement des engagements actuels et futurs de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'assurance maladie après la cessation de service;**

b) Se prononce sur l'affectation du reliquat du solde inutilisé relatif à l'exercice clos le 30 juin 2005, soit 350 400 dollars.
